

LA MISE EN APPLICATION DES RÈGLEMENTS

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, le ministre changera-t-il les règlements qui permettent à ses fonctionnaires d'employer des méthodes aussi brutales et publiera-t-il ces changements? Nous pensions que ce genre de chose devait disparaître avec le changement de gouvernement.

L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, le député d'en face ne devrait pas sauter trop vite aux conclusions. Le ministère se trouve devant un dilemme étant donné que la loi nous oblige à faire le maximum d'efforts pour protéger les intérêts des contribuables, surtout, lorsqu'il s'agit d'enquêtes sur le crédit d'impôt à la recherche scientifique comme c'était le cas. La saisie a été faite par les adjoints du chef de police. J'essaie de vérifier si certains fonctionnaires de Revenu Canada ont effectivement joué un rôle et s'ils ont manqué de jugement. Si c'est le cas, comme je l'ai dit, nous réparerons nos torts et nous présenterons nos excuses.

* * *

L'AGRICULTURE

LE PROJET DE LOI AGRICOLE DES ÉTATS-UNIS—LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au vice-premier ministre, porte sur la rencontre du premier ministre et du président Reagan la semaine dernière. Le ministre peut-il nous dire quelles ententes nous avons conclues avec le président des États-Unis au sujet du projet de loi agricole qui aura une incidence catastrophique sur les agriculteurs canadiens, en diminuant leur revenu net de près de 20 p. 100? Quelles ententes notre premier ministre a-t-il conclues avec le président?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, comme vous pouvez le constater, le très honorable premier ministre est absent aujourd'hui, puisqu'il est à Oshawa. Je suis allé en Europe pour assister à une réunion de l'OTAN et nous ne nous sommes pas rencontrés depuis. Si le député veut une liste des ententes qui ont été conclues, le cas échéant, il devra attendre le retour à la Chambre du très honorable premier ministre, ou du très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, il s'agit d'un grave problème national, surtout pour l'Ouest. Le ministre veut-il dire que le gouvernement est content de n'avoir pas obtenu l'engagement du président des États-Unis que leur programme de subvention du grain n'ira pas à l'encontre des intérêts du Canada et de ses partenaires commerciaux traditionnels?

Questions orales

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Ce dont je suis content, monsieur le Président, c'est de l'énergie dont font preuve le ministre de l'Agriculture, le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour faire valoir les intérêts de nos agriculteurs aux États-Unis. Nous assistons à une reprise d'activité très encourageante par rapport à ce qui s'est passé pendant la vingtaine d'années qui a précédé notre arrivée au pouvoir en 1984.

* * *

● (1430)

LES FINANCES

LA FERMETURE DE LA MINE DE FER DE GRIFFITH—LE COMPORTEMENT DU GOUVERNEMENT QUANT AUX MESURES FISCALES PROMISES AUX TRAVAILLEURS LICENCIÉS

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Finances, j'adresse ma question à la ministre d'État aux Finances. Le ministre des Finances a annoncé la semaine dernière à Hamilton qu'il n'avait pas l'intention de faire bénéficier les gens de Ear Falls, victimes de la fermeture de la mine de fer de Griffith, des mesures d'allègement fiscal qu'il avait promises à ces travailleurs dans son discours du budget de 1985 et dans son exposé économique de 1984. La ministre des Finances peut-elle dire à la Chambre si cette déclaration à Hamilton constituait la décision finale du ministre des Finances, et dans l'affirmative, comment justifiait-il cette trahison des promesses qu'il avait faites d'exempter d'impôt les indemnités de cessation d'emploi et autres prestations de fin d'emploi dont bénéficieraient les travailleurs licenciés?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le ministre des Finances a pris sa décision sur cette question. Je crois qu'il est important de préciser qu'on étudie la situation de ces travailleurs au cas par cas. Ils sont traités également en ce sens qu'on utilise les mêmes critères, mais comme il y a souvent des faits différents, l'étude au cas par cas peut donner des résultats différents.

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, j'aimerais demander à la ministre si le ministère des Finances considère dans ces conditions que la région de Ear Falls n'est pas isolée et qu'il y a d'autres emplois dans la région, et si telle est sa position, le ministre des Finances va-t-il aller dire aux gens de cette région où il y a du travail, car une chose est certaine, c'est qu'ils n'en trouvent pas.

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je tiens à préciser que c'est une mine que l'on ferme, et pas une ville. On a utilisé dans ce cas les mêmes critères que dans d'autres cas analogues. Il existe divers programmes fédéraux et provinciaux spécialement conçus pour atténuer les difficultés dans une telle situation.